

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Elections législatives du 23 juin 1968

1^{ère} Circonscription Annecy Saint-Julien

LES CANDIDATS DU CENTRE



Charles BOSSON

Licencié en Droit

Docteur-ès-Lettres

Avocat

Maire d'ANNECY

Président du Syndicat Intercommunal Scolaire

Président de l'Office départemental H.L.M.

Vice-Président du Conseil Général

Membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe

Député sortant



Edmond MARMILLOUD

Agriculteur

Maire de CHEVRIER

Président de la Mutualité Sociale Agricole
de la Haute-Savoie

Administrateur du Crédit Agricole
et de la Fédération des Producteurs de Lait

Membre du Groupe des Questions Sociales
Agricoles de la Communauté Européenne à Bruxelles

Suppléant



La crise est profonde. Rien n'est résolu.

Le Chef de l'Etat a donné la parole aux électeurs.

Il vous appartient de réfléchir sur ces événements et de prendre une décision personnelle.

D'où est venue cette crise ?

Du Parlement ? Non. Le Gouvernement est en place depuis six ans.
La crise est née dans le pays.

Le régime n'a pas su trouver un équilibre normal entre l'autorité de l'Etat et la participation des citoyens. A tous les niveaux, mairies, syndicats, organisations professionnelles, les Français se sont heurtés à la toute-puissance des « Bureaux » que ne contrôle plus une majorité inconditionnelle.

Au lendemain même des élections de mars 1967, le Gouvernement, retrouvant une majorité absolue, a cependant refusé le dialogue avec le Parlement et **a exigé les « pleins pouvoirs » pour légiférer par voie d'ordonnances.** Le caractère antisocial de certaines d'entre elles a encore aggravé le mécontentement des familles laborieuses, au moment où la jeunesse sans emploi découvrait les effets désastreux d'un V^{me} Plan qui avait délibérément accepté 500.000 chômeurs au lieu d'assurer le plein emploi par les investissements nécessaires.

L'inquiétude des jeunes, étudiants et apprentis, des ouvriers et paysans, s'est violemment manifestée et a gagné par contagion l'ensemble des usines. Devant l'effolement du Gouvernement, de nombreux hommes politiques, y compris des élus notoires de la Majorité, ont estimé que le Parlement avait le devoir de voter la censure, seule voie constitutionnelle pour demander au Président de la République de modifier l'équipe gouvernementale sans ouvrir de crise politique grave.

Voter la censure le 15 mai était le seul moyen d'arrêter le glissement du pays vers l'anarchie.

La censure a été rejetée. Le Gouvernement est resté en place. L'enlisement s'est accéléré comme nous l'avions prévu.

Maintenant, la parole est aux électeurs.

Reconduire la même majorité inconditionnelle, refusant tout dialogue, ne ferait qu'aggraver l'affrontement entre les Français profondément divisés entre deux blocs hostiles et risquerait de conduire à un grave conflit. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.

Comment d'ailleurs imaginer que cette majorité puisse apporter au pays ce qu'elle a été incapable de lui donner en dix ans de total pouvoir ?

IL FAUT UNE MAJORITÉ NOUVELLE ET ÉLARGIE POUR RÉALISER UNE POLITIQUE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE NOUVELLE.

LES INSTITUTIONS ACTUELLES ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ÉLU AU SUFFRAGE UNIVERSEL ASSURENT LA STABILITÉ DE L'ÉTAT.

NOUS RÉCUSONS, non pas une majorité stable de gouvernement, mais une majorité qui transforme le Parlement en une Chambre d'approbation automatique.

NOUS RÉCUSONS, non pas la Gauche, mais les chemins qu'elle a pris et qui la livrent inévitablement au plus fort, c'est-à-dire au Parti communiste.

NOUS REFUSONS que demain s'accroisse la cassure du pays en **deux blocs ennemis.**

LE RÔLE CAPITAL DU CENTRE EST DE PERMETTRE LA RENCONTRE ET LE DIALOGUE QUI CONDUIRONT À CETTE MAJORITÉ ; IL OUVRE LA VOIE DU PROGRÈS ET DE L'EFFICACITÉ AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE.

VOTEZ POUR LE CENTRE

VOTEZ

Charles BOSSON

Député sortant

Edmond MARMILLOUD

Suppléant